

## CHAPITRE XII

### OPINIONS CONTRADICTOIRES DES CHEFS MILITAIRES

---

Préparation d'un ministre de la guerre. — Instructions et nouvelles venant de Paris. — Le Maréchal reçoit l'ordre de rester au Mexique jusqu'à la fin. — Echos de l'entrevue de Napoléon III et de l'impératrice Charlotte. — Lettre de Napoléon III à Bazaine — Impressions du Souverain. — Caractère de la correspondance du général Douay. — Discussion de certains griefs formulés contre le commandement en chef. — Notes opposées dans la correspondance du colonel du génie Bressonnet au général Frossard. — Réflexions du colonel de Galliffet. — Considérations ayant déterminé Napoléon III à envoyer en mission le général Castelnau.

La retraite du général Osmont me fut personnellement très sensible, car j'en subis directement les conséquences. Malgré le léger conflit du début, vite oublié de part et d'autre, je le crois du moins, je n'eus avec lui que les relations les plus parfaites et les plus agréables; il me traita toujours de façon irréprochable et me témoigna une bienveillance très flatteuse. Son départ me replongeait dans l'inconnu mexicain.

Ce fut naturellement ce qui me préoccupa le plus. Quel allait être le nouveau ministre? Il était évident que, surpris par l'événement qui venait de se produire, l'Empereur n'avait pas de candidats en vue. Et, de fait, il ne pouvait en avoir. Un interrègne était donc forcé; je me hâtai d'en profiter pour aider... à trouver dans le cadre des officiers généraux mexicains un général ministrable. Secondé dans mes recherches par les avis sérieusement contrôlés, du reste,

de mes directeurs, je fis choix d'un général de brigade, convenable à tous égards, un vieil officier de carrière qui avait toujours fait patriotiquement son devoir, sans se compromettre outre mesure avec aucun parti. Cet officier avait longtemps résidé en France où il avait acquis une large connaissance de nos mœurs et de nos usages militaires. C'était le général Ramon Tavera. Sans être clérical outré comme le ministère du moment, il n'en était pas moins pour lui « persona grata ». Je me mis à l'œuvre, avec l'aide du capitaine Pierron, chef du secrétariat impérial, afin d'obtenir sa nomination, très méritée du reste, au grade de général de division et ensuite son acceptation comme ministre de la Guerre.

Cependant, les événements se précipitaient sous l'impulsion fiévreuse des nouvelles venant d'Europe, des décisions envoyées de Paris. Ces dernières principalement avaient pour le Maréchal une importance extrême.

Napoléon III avait été naturellement très impressionné par les récriminations, les reproches, les accusations même dont l'avait accablé l'impératrice Charlotte, à l'égard du maréchal Bazaine; mais ce qui l'avait préoccupé le plus dans l'exposé navrant qu'elle lui avait fait au sujet de l'état militaire de l'Empire, c'est la situation dans laquelle allait se trouver son armée, en présence de la résurrection des forces dissidentes qui se grossissaient chaque jour des troupes impériales et prenaient désormais une offensive sérieuse, grâce aussi aux soutiens matériels fournis par les Etats-Unis qui s'étaient débarrassés au profit de Juarez de tous les nègres et aventuriers de tous poils qui encombraient son armée du Texas.

L'empereur Napoléon eut alors une perception stratégique très juste du danger que pourrait présenter le rapatriement successif de ses troupes. Aussi, se donnant l'apparence d'une concession généreuse aux sollicitations de l'Impératrice, il avait consenti à reculer jusqu'au commencement de l'année 1867 le rappel de son armée dont les premiers détachements

devaient s'embarquer dans les derniers mois de l'année courante.

En réalité, Napoléon III se décidait à faire l'évacuation du territoire mexicain en masse, de façon que le corps expéditionnaire tout entier put se replier en bon ordre jusqu'à la côte où il embarquerait presque entièrement en un seul bloc.

Un autre sujet d'inquiétude très grave aussi, car elle était le corollaire des préoccupations qui précèdent, venait à l'esprit de l'Empereur. En effet, il y avait déjà plusieurs semaines qu'il avait fait autoriser le maréchal Bazaine, sur sa demande, à rentrer en France quand il le jugerait à propos; et il y avait lieu de craindre qu'il mit son projet à exécution. Alors, Napoléon III prescrivit à son Ministre de la Guerre d'inviter le Maréchal à rester à la tête de ses troupes jusqu'à l'évacuation complète et de ne quitter Mexico qu'avec la dernière colonne. C'est l'ordre que le Maréchal reçut le 15 septembre et auquel il répondit qu'il ne s'embarquerait qu'après le dernier soldat français.

A tous les points de vue, Napoléon III agissait sagement.

Il était, en effet, inadmissible de laisser un général en chef abandonner son commandement au moment où la situation pleine d'aléas, de difficultés de toutes sortes et même de dangers nécessitait plus que jamais un chef expérimenté comme le Maréchal qui depuis plus de quatre années avait conduit les affaires de la politique, comme celles de la guerre, à la satisfaction absolue du gouvernement français, qui connaissait mieux que personne le personnel mexicain, gouvernemental surtout où se tramaient sans cesse les intrigues les plus inextricables, qui avait enfin un ascendant moral considérable sur tout le monde, amis ou ennemis, et était particulièrement redouté par ces derniers. C'eût été une faute grave d'enlever au Maréchal son commandement, de gré ou de force, pour le confier, dans de pareilles conditions, à un jeune divisionnaire comme le général Douay, qui avait toujours vécu guerroyant au loin de la capitale et n'avait

jamais pu apprécier, et encore moins juger, sainement les affaires embrouillées de ce pays. Heureusement pour l'armée, pour la France et malgré les attaques violentes dont le maréchal Bazaine avait été l'objet de la part de son subordonné dévoré de l'ambition de prendre sa place, malgré les plaintes acerbes de l'impératrice Charlotte et les accusations du Mémoire qu'elle lui avait apporté, Napoléon III ne commit pas cette faute et il écrivit lui-même au Maréchal pour lui confirmer les ordres de son ministre. Cette lettre, dès les premières lignes, tranchait nettement la question de commandement : « Le moment approche où je dois faire appel à toute votre énergie et à toute votre intelligence pour terminer d'une manière ou d'une autre les affaires du Mexique. L'arrivée de l'impératrice Charlotte n'a pu rien changer à l'état des choses et je lui ai déclaré franchement qu'il m'était impossible de donner au Mexique ni un écu ni un homme de plus. »

La sauvegarde de la situation militaire paraissait ainsi assurée et le gouvernement de l'Empereur allait étudier les conditions administratives dans lesquelles devrait s'opérer le rapatriement des troupes et de leur matériel. Mais il se présentait aussi une autre question qui était d'ordre politique et entraînait dans le domaine confidentiel de la diplomatie. Elle résultait de l'abandon de l'empire mexicain à ses propres ressources, à lui-même en un mot; opération relativement simple au point de vue matériel qui ne comportait d'autres préoccupations que celles concernant l'armée française. Mais il y avait à prévoir d'autres dispositions.

En effet, quelle a été la note finale de l'entretien qu'eurent ensemble l'empereur Napoléon et l'impératrice Charlotte dans l'entrevue historique du palais de Saint-Cloud? L'impératrice ayant employé tous les moyens de persuasion pour obtenir de l'Empereur des Français de soutenir encore son trône, épuisée, énervée par tant d'efforts inutiles, commit la faute de s'écrier : « Mais alors, Sire, il ne nous reste plus qu'à abdiquer! » A quoi, Napoléon III, impassible, ré-

pondit sèchement : « Eh bien, abdiquez ! » Cette réponse s'imposait évidemment et même elle ne comportait aucune atténuation dans les termes, pas plus que la demande n'en présentait. Mais si l'on veut soulever un voile, on peut remarquer que l'Empereur aurait pu ajouter discrètement le correctif que voici et qui fut sans doute dans son esprit :

« Du reste, Votre Majesté ne peut oublier que cette solution avait été déjà prévue dans nos conventions secrètes entendues avant le traité de Miramar! » Cela était vrai, mais dans des conditions tout autres, car on ne pouvait pas prévoir alors que l'archiduc d'Autriche remplirait si mal son rôle d'empereur du Mexique... provisoire, et qu'au lieu d'abdiquer la couronne d'un Empire bien établi, grâce à nous, il ne nous laisserait qu'un Empire en dissolution.

Par conséquent, d'après les paroles échangées comme conclusion de l'entretien de Saint-Cloud, il restait dans la pensée de Napoléon la possibilité, la probabilité même, d'une abdication dont tout le monde parlait, du reste, au Mexique et à Paris même où arrivait depuis quelque temps l'écho de ces impressions d'outre-mer.

Dans ces conditions, l'évacuation du Mexique, l'abandon de ce pays par nos troupes et par les représentants de la France n'était plus une opération simplement et uniquement militaire, elle comportait vraisemblablement, en outre, des préoccupations politiques et diplomatiques auxquelles il importait de penser et qu'il fallait prévoir pour le cas échéant. Or, dans cet ordre d'idées tout particulièrement délicates et confidentielles, le seul homme à qui on pouvait confier le grand rôle était bien le maréchal Bazaine. Il fallait donc, à tout prix et pour ces considérations spéciales, qu'il restât au Mexique afin de faire face à l'éventualité probable en vue de laquelle l'Empereur allait lui envoyer des indications et des instructions secrètes.

En effet, dans cette importante lettre du 29 août, il abordait sans détours cette grave hypothèse de l'abdication de Maximilien et appelait déjà son attention sur la nécessité de

constituer, dans cette occurrence, un gouvernement, voire une République, la moins mauvaise de toutes (le mot est assez piquant) avec lequel on pourrait traiter pour sauvegarder du mieux possible nos intérêts et ceux de nos nationaux. Sur ce point délicat, l'Empereur, prévoyant qu'on aurait des difficultés à surmonter, reprodiguait encore au Maréchal les marques de sa confiance : « Tout cela, je l'avoue, est bien difficile, mais je compte sur vous pour débarrasser la France de cette question mexicaine qui nous entraîne dans des difficultés insolubles. » Puis, Napoléon ajoute qu'il a écrit à ce sujet à l'empereur Maximilien, en lui déclarant qu'il faut qu'il se soutienne tout seul ou bien *qu'il abdique* pour que l'armée française puisse rentrer en France tout entière au mois de février suivant.

Toutefois, si les considérations de toute nature qui précédent avaient déterminé Napoléon III à consolider la situation du Maréchal au Mexique, l'Empereur n'en restait pas moins impressionné, non seulement par les révélations hardies de l'Impératrice, mais aussi par toutes les informations d'un caractère privé qu'il avait reçues du Mexique, bien qu'elles lui fussent parvenues par des voies indirectes.

Pour apprécier quelle influence avaient pu avoir ces informations sur l'esprit de l'empereur Napoléon et mesurer les perplexités, les inquiétudes qui devaient l'absorber, il me paraît nécessaire de faire une incursion instructive dans le domaine de la médisance et de la calomnie pour connaître l'importance et l'âpreté des diffamations dont était l'objet le maréchal Bazaine, le seul homme pourtant dans lequel l'Empereur put mettre sa confiance, à cette heure décisive où allait se résoudre cette entreprise mexicaine si compromise.

Dans ce but, je reproduis ici les échos de ces informations perfides et troublantes qui n'ont été que plus tard réduites à néant dans l'esprit du Souverain par le contre-mémorandum explicatif avec documents probants à l'appui, envoyé par

le Maréchal quelques semaines après son maintien à son poste.

Je trouve dans le recueil des fameuses correspondances d'officiers français les appréciations que je reproduis ci-après et dont le caractère contradictoire est éminemment suggestif à l'égard de la manifestation de la vérité.

Le général Félix Douay, ce sous-ordre devenu infatué et ambitieux, rêve de prendre la place de son chef suprême et s'efforce, dans toute sa correspondance adressée à Paris, en destination indirecte de l'empereur Napoléon, de le déconsidérer gravement en interprétant avec la plus extrême déloyauté tous ses actes politiques ou militaires.

Le 26 février 1866, il écrit : « ... La situation à l'intérieur, loin de s'améliorer, ne fait que périliter. L'aveuglement du Maréchal, qui veut diriger jusqu'au plus petit mouvement de troupes, porte ses fruits. Nous ne faisons en vérité que des choses insensées. Cela se comprend puisqu'il serait même difficile de faire quelque chose de bien (pas pour lui bien entendu!) si l'on pouvait agir avec à propos et un peu de suite dans les idées (les siennes par exemple); aussi ne peut-on se faire une idée du désordre abominable dans lequel nous sommes tombés.

« Tout cela profite aux bandes que nous allons chercher à l'Ouest quand elles sont à l'Est; au Nord quand elles sont au Sud. (Il n'y a qu'une erreur à relever dans ce tableau stratégique, c'est que ces bandes sont partout.)

« Son Excellence se carre dans ses vastes projets qui sont le sublime de l'absurde. »

Le 18 mars. — « ... Comme je ne suis pas assuré que ma lettre arrivera, je ne te donnerai pas mon avis sur la situation... Il était donc écrit là-haut que les gens perfides seraient seuls écoutés ici-bas. Je t'affirme qu'ils préparent à notre Empereur et à la France une triste solution.

« Je considère comme criminels tous ceux qui n'ont pas le courage de dire qu'il faut ou continuer la campagne avec

nos ressources actuelles, ou se retirer en entier. On les trompe en leur préparant une autre solution.

« Les éléments qu'on veut nous substituer n'existent pas, et on ne peut les créer, voilà la vérité — voilà le mensonge. » Toutes ces récriminations vagues en apparence visent le Maréchal.

Le 7 avril. — « ...Je ne t'entretiendrai pas des affaires du pays, parce que la plupart de nos courriers tombent en des mains indiscretes et je me soucie fort peu de faire connaître au public ma manière d'apprécier les événements qu'on prépare pour l'avenir..... Je sais à quoi m'en tenir sur la bienveillance dont je serai l'objet de la part de certaines personnes, et je sais aussi ce qui m'attend au cas où je ne me soumettrais pas à être un instrument aveugle pour servir les desseins de certains personnages (quelle perfidie!)... »

« Je connais assez l'humanité et le théâtre sur lequel elle figure en ce moment pour n'être point étonné des succès de l'intrigue et du charlatanisme..... mais cela ne m'oblige pas à jouer un rôle de comparse dans la farce. » Ce misérable bavardage est à l'adresse de son chef; mais voici le plaidoyer « pro domo sua ».

« Je crois d'ailleurs qu'on laissera à celui qui l'a noué le soin de dénouer le nœud gordien. Il me semble que c'est de toute justice. Et j'espère qu'on n'aura pas oublié que mes appréciations étaient en complète contradiction avec celles de ce haut personnage. Cela me dégagera de toute obligation et j'en serai bien aise, car je n'ai aucune envie d'avoir celle de discuter... » Enfin, entraîné par sa malheureuse passion de blâmer, de critiquer, le général Douay dénigre aussi son collègue commandant l'autre division, le général de Castagny; il le fait même avec un persiflage grossier. Et pourtant ce vaillant entraîneur de baïonnettes de Crimée et d'Italie le valait bien, si ce n'est plus. En tout cas, ce camarade qu'il débinait était discipliné et respectueux de ses chefs, il avait une santé parfaite, bon estomac, était toujours content, prêt à tout et ne se plaignait jamais; tou-

tes qualités qui étaient inconnues du général Douay qui se contentait de flatter son Empereur, pensant que cela lui serait profitable, car il avait déjà largement exploité la bienveillance impériale.

« Je n'ai pas de nouvelles de C.... (Castagny) qui est à Durango... Ce brave général a fait publier dans le journal de Mexico un tour qu'il a sans doute l'espoir de voir répéter par ceux de Paris. Si, après cela, il n'a pas une chaise curule du fulminant Husson, il ne faudra plus croire à rien. C'est de l'éloquence olympienne, un coup de carreau, un coup de massue sur les esprits inquiets, et l'égide du trône de l'enfant impérial. Je ne sais pas si l'Empereur trouvera qu'il est de bon goût qu'un gaillard, qui est au moins son contemporain, le couche sans façon en terre et fasse déjà des agaceries à son héritier. Il faut croire qu'il n'y regardera pas de si près et qu'il ne manquera pas de récompenser comme il le mérite, cette explosion désintéressée d'amour et de dévouement pour la dynastie. » Cette tirade, qui est du plus mauvais goût, n'est que ridicule, au milieu de toutes les méchancetés que contient cette lettre abominable.

Le mois suivant, il écrivait : « ...Je crois que nous allons assister à un dénouement qui sera loin d'être flatteur pour ceux qui l'auront préparé avec aveuglement ou inexpérience... c'est le moment de prendre ses précautions. Je ne veux pas être la dupe des perfidies des personnages intéressés à présent à rejeter sur les innocents les tristes résultats de leurs combinaisons... Son Excellence va sans doute m'accuser d'une nouvelle atteinte de boutade. » Le mot est anodin!

Le 19 juin, on lit dans son rapport « sans sabre » : « Il pourra m'arriver de me casser le cou dans cet exercice (de récrimination) mais je préfère succomber de cette façon que de m'élever par une série de vilaines intrigues, qui, en définitive, seraient toujours payées par l'Empereur et son gouvernement. » Quelle flagornerie et quelle audace! car ne

sont-ce pas là de vilaines intrigues qu'il fait depuis trop longtemps lui-même?

Je cite enfin ces réflexions également malveillantes mais topiques et bien maladroites, car elles passent par dessus le Maréchal pour atteindre directement l'empereur Napoléon. « Je ne sais pas comment le maréchal Bazaine entend les choses. Il me semble qu'il aurait dû avoir assez de profondeur et de prévoyance pour dire, il y a trois ans, à l'Empereur ce qu'il vient de lui révéler aujourd'hui. Il a trouvé plus profitable de caresser à cette époque les illusions, et à présent il ne trouve d'autre solution que de partir par pièces et morceaux. S'il avait la moindre franchise, il devrait prédire que la guerre de retraite ne peut produire qu'une désastreuse catastrophe. Je crois qu'il le sait, mais il compte toujours que la crise ne se produira qu'après lui, voilà en quelques mots la situation. Et pour lui la question consiste à faire un tour d'escamotage. »

Le 9 juillet, de Saltillo. — On ne trouve guère de récriminations dans cette lettre, mais un passage qui en dit long sans vouloir rien dire : « ..... Je ne vais pas t'écrire une lettre de fond, parce que j'ai des doutes sur la sûreté de la correspondance (c'est flatteur pour les officiers de cabinet du Maréchal, qu'il noircit généreusement, en les considérant comme agents d'un cabinet noir).

« J'ai pu écrire ouvertement à mon camarade Cloué, qui commande la division navale à la Vera-Cruz, parce que j'ai avec lui un chiffre. Je le prie de t'adresser un extrait de ma lettre où on trouvera des choses que je ne puis risquer ici. » Cela devait être édifiant puisqu'il avait, pour l'écrire, employé le mystérieux concours d'un chiffre; mais j'ai toujours eu en trop haute estime le commandant Cloué pour supposer qu'il ait pu transmettre à Paris les vilaines choses qu'on lui adressait d'une façon aussi clandestine.

Je m'arrête, quant à présent, dans cette perquisition instructive au sein des élucubrations de ce correspondant d'élite, car elle est suffisante pour montrer quel trouble elles

devaient alors répandre dans l'esprit de Napoléon III. Mais ces lettres du général Douay n'étaient pas seules à porter l'alarme aux Tuileries; il y en eut bien d'autres, écrites sous l'inspiration d'autres sentiments, d'un caractère plus correct et plus discipliné, qui furent de nature aussi à jeter le trouble dans les esprits. Comme spécimen de ce type différent, je choisis un autre reporter, plus jeune, mieux portant, moins réticent que le précédent, d'un tempérament et d'un esprit plus pondérés. Cet officier fournit dans sa correspondance, parfois humoristique, des observations et des réflexions qui elles aussi ne faisaient qu'augmenter le désarroi causé par les récriminations du général Douay. C'est un cavalier, et des plus distingués du reste, à qui j'ai déjà fait quelques emprunts.

Le 1<sup>er</sup> mai 1866, le commandant d'Espeuil écrit de Patzcuaro, qu'il appelle un trou parce qu'on descend de tous les côtés pour y parvenir. Il trouve extraordinaire qu'on y laisse immobiliser pour un temps qu'il juge très long, un régiment de zouaves et deux escadrons de hussards, les siens, et cela sous l'unique prétexte d'exercer une influence morale sur le pays qui, malgré tout, est affreusement troublé.

« Je veux bien, dit-il, qu'on économise le sang français pour mettre en avant les Mexicains qui sont chez eux; mais lorsqu'il est reconnu que ces derniers ne sont pas de force à lutter ou n'osent pas tenir la campagne, il me semble que ce serait le moment de faire avancer les pantalons rouges qu'on prodigue par moment et que, d'autres fois, on soigne comme des convalescents. Il y a dans tout cela une confusion que je ne puis m'expliquer et qui donne lieu aux plus singulières interprétations. » On retrouve là le noble cri du sabreur qui voudrait qu'on lançât plus souvent ses escadrons aux pantalons rouges. Mais ce bouillant Achille ignorait que cette manière de faire résultait des ordres du gouvernement français; car, s'il l'avait su, il n'aurait pas formulé ces récriminations.

Il ajoute : « Je ne juge, du reste, que mon coin, car, à part

des bruits qui nous arrivent de loin en loin, je ne sais pas plus ce qui se passe à 50 lieues d'ici que dans le département de la Nièvre. » (Cet aveu est au moins honnête et loyal.) Mais alors son auteur devrait modérer les critiques qui suivent : « Ce que je puis affirmer c'est que depuis plus de deux mois que nous sommes en expédition, nous faisons de la mauvaise besogne. Aussi voilà 70 jours que nous courons puis que nous repartons. » (Mais alors pourquoi dit-il qu'on hypnotise les troupes?) « Tout cela sur des ordres de Mexico. Or, le pays n'est pas plus pacifié qu'à notre départ, et tout cela par la faute du Maréchal qui veut toujours commander à 150 lieues de distance et qui veut que les Mexicains se battent; les malheureux n'en veulent pas, c'est connu; pourquoi donc s'obstiner ainsi? vraiment, c'est écœurant les bêtises que nous faisons ici. »

Ce reproche adressé au Maréchal de commander à 150 lieues est également familier au général Douay et, comme il a été formulé sans doute par d'autres correspondants, il convient d'en faire justice, en raison des circonstances même où se trouvait notre armée et du rôle de pacificateur qu'elle avait à remplir dans cet immense pays.

En effet, l'ensemble des forces militaires qui soutenaient la cause impériale se composait d'éléments essentiellement différents au point de vue de leur organisation, de leurs moyens d'action personnels et surtout de leur nationalité, condition qui exigeait qu'ils ressortissent essentiellement du même commandement, c'est-à-dire l'autorité militaire supérieure, celle du Maréchal, quel que soit du reste le lieu où se trouvât sa personne.

D'autre part, le morcellement excessif des éléments de ces forces militaires, qui étaient réparties sur d'immenses surfaces de territoires; nécessitait une direction générale unique; car, pour parer à certaines éventualités résultant de l'action décousue qui caractérisait les forces dissidentes, également divisées à l'infini et très mobiles, il importait qu'on entreprit des opérations combinées avec des troupes appartenant à

des commandements différents, entreprises qui ne pouvaient être conçues et ordonnées que par le commandement suprême du Maréchal; et encore, malgré cette condition, il se trouva des chefs de nationalités étrangères qui firent échouer des opérations de cette nature pour s'être refusés à exécuter des ordres venus même de si haut.

L'entente entre les divers commandements comprenant des provinces entières, qui était indispensable pour faire concourir vers un objectif commun les opérations des détachements appartenant à chacun d'eux, eût été souvent beaucoup plus longue, plus difficile et plus aléatoire, que la combinaison directe conçue et ordonnée de Mexico ou d'ailleurs par le commandement en chef.

Le terrible malentendu qui s'est produit entre Monterey et Matamoros en est une preuve douloureuse et concluante.

Enfin, je dois ajouter que bien des dispositions d'ensemble ou de détail ordonnées par le Maréchal étaient la conséquence de sollicitations de la part de l'empereur Maximilien ou d'ordres venus de France. Les ordres d'exécution ne pouvaient donc émaner que du Maréchal, qui les envoyait directement, fut-il à 150 lieues de distance.

Les récriminations formulées par ces correspondants, manquant de prudence et de réserve, étaient donc injustifiées et regrettables; car, en dehors du discrédit qu'elles infligeaient à tort au Maréchal, elles trompaient le gouvernement français. D'ailleurs, à ces correspondances passionnées et malveillantes, on peut en opposer qui sont animées d'un autre esprit et remettent les choses au point, notamment celles adressées au général Frossard, aide de camp de Napoléon III, par le colonel Bressonnet, chef du génie, que j'ai relatées plus haut. Dans sa lettre du 28 mars 1866, je lis : « Après avoir reçu trois fois l'ordre de partir à jour déterminé, pour l'intérieur, je suis encore à Mexico. » Les correspondants passionnés auraient poussé des clameurs indignées sur la versatilité des projets du Maréchal : mais le colonel Bressonnet leur donne la leçon :

« C'est que le maréchal Bazaine est débordé par les événements qui le forcent à chaque instant à changer ses projets. L'imprévu, depuis quelque temps, joue un bien grand rôle dans la marche des opérations militaires. »

C'est, en effet, l'ignorance des événements dans laquelle étaient les officiers éloignés de la capitale, où ces événements étaient seuls connus, qui leur faisait formuler, peut-être de bonne foi, les critiques les plus injustes. Et ce n'est pas au commandement du Maréchal que les 150 lieues de distance portaient le plus grand préjudice, mais bien plutôt au jugement des détracteurs placés à cette distance des faits ou des actes qu'ils appréciaient et critiquaient de travers.

Enfin, je recueille sous la plume franche et expansive du lieutenant-colonel de Gallifet, récemment revenu d'un long congé durant lequel il cicatriza sa cruelle blessure de Puebla, et qui, le 27 août 1866, écrivait cette information caractéristique : « Je suis enchanté de quitter Mexico ; c'est un capharnaüm militaire ; on y entend des conversations impossibles. L'indiscipline et le manque de respect de tout et de tous est poussé dans cette armée à un point impossible. Il y a beaucoup de coupables et de haut placés... ma place est ailleurs ; et si je n'ai pas la chance de trouver un combat, j'aurai au moins participé aux fatigues de mes camarades. »

Voilà un beau langage et de nobles sentiments bien dignes du soldat aussi discipliné que vaillant que fut toujours Gallifet.

Ses réflexions justifient bien les observations que fit un jour Bazaine à Maximilien : « Il est des moments à la guerre où il faut condenser les troupes pour qu'elles puissent se refaire matériellement et moralement. » Les nôtres alors en avaient besoin.

S'il m'était possible enfin de compléter ces douloureuses citations d'une correspondance néfaste, parfois criminelle, par celles qu'on a dû trouver dans les épanchements épistolaires émanant des sources étrangères à l'armée, personnel civil, gens du gouvernement mexicain, fonctionnaires fran-

çais, même le ministre de France, on composerait un recueil monstrueux qui justifierait bien davantage encore les inquiétudes de l'Empereur des Français.

En présence de ces révélations plus ou moins fausses ou fondées, il n'était pas possible à la mentalité de Napoléon III, si sceptique qu'il fut, d'échapper à une obsession constante en ce qui concernait principalement les accusations du général Douay, qui avait sur lui une lettre de commandement suprême pour le cas où le maréchal Bazaine viendrait à manquer pour une cause quelconque.

Dans ces conditions, alors que cette éventualité se produirait, pouvait-on compter sur un général qui avait pu écrire les lettres abominables ayant porté le trouble dans l'esprit de Napoléon III et de son gouvernement et qui formulaient des appréciations fausses sur la conduite des affaires, inspirée pourtant par le gouvernement français. Pouvait-on confier la liquidation si difficile de l'entreprise mexicaine à un représentant qui ne connaissait rien de la politique, ni des hommes ni des choses du Mexique ? Il y avait là un danger et il importait de faire la lumière sur la situation véritable.

Telles furent les principales raisons qui déterminèrent Napoléon III à envoyer au Mexique, en mission spéciale, une personnalité de confiance qui l'éclairerait sur le véritable état de choses et des esprits et lui fournirait les éléments d'un jugement fondé sur les hommes et principalement sur celui à qui il avait confié jusqu'à présent de si hautes et si importantes responsabilités. Ce *missus dominicus* fut le général Castelnau, un de ses aides de camp qui le plus souvent suivait assidûment avec lui l'étude des événements du Mexique. Cet officier général possédait assurément toutes les aptitudes nécessaires pour remplir une mission aussi difficile et surtout aussi délicate, en raison des hautes personnalités qu'il allait en quelque sorte inquisitionner ; cependant il manquait de galons ou plutôt d'étoiles, car il n'était que brigadier. Et j'estime que l'Empereur a commis, en le choi-



sissant, une faute qui aurait pu faire naître les plus sérieuses complications. Dans la circonstance, si l'on ne confiait pas une pareille mission de contrôle, d'exécution et peut-être même de coercition à un maréchal de France, l'Empereur aurait dû, tout au moins, choisir un divisionnaire ancien et ayant dans l'armée une notoriété et un ascendant moral peut-être nécessaires, le général Froissard notamment, qui avait toujours suivi avec une attention soutenue et une grande compétence la marche des affaires, militaires ou politiques, au Mexique.

Heureusement, grâce au tact, à l'habileté, au patriotisme et surtout au respectueux dévouement des personnages en cause pour la personne de l'Empereur, aucune complication ni conflit éclatant ne se produisirent.

### CHAPITRE XIII

#### MAXIMILIEN VEUT ABDIQUER

Du 1<sup>er</sup> Octobre au 31 Novembre 1866

---

Courrier de France, Instructions de Napoléon III. — Convocation d'une assemblée générale constituante. — Rêve irréalisable. — Réprobation des ministres Osmont et Friant. — Voyage du Maréchal à Puebla. — Incidents dans cette place. — Lettre du colonel Lopez. — Folie de l'Impératrice Charlotte. — Drame au Vatican. — Départ de Maximilien pour Orizaba. — Instructions étranges laissées au Maréchal. — Projet d'abdication de l'Empereur. — Démission du Ministère. — Manœuvres du Maréchal pour éviter la dictature. — Dispositions antérieures de Maximilien pour quitter le Mexique. — Arrivée du général Castelnau. — Critique et mise au point de cette mission. — Incident d'un brouillon de lettre secrète. — Rôle du Maréchal. — Le général Castelnau à l'œuvre.

Le courrier d'Europe, arrivé dans les derniers jours de septembre et impatientement attendu, avait apporté des informations, des instructions qui causèrent dans tous les milieux de la capitale une émotion profonde, car elles paraissaient sonner le glas funèbre de l'Empire.

Au Maréchal parvenaient des instructions formelles tracées de la main même de Napoléon III. Elles étaient relatives à la ligne de conduite à tenir, selon que l'empereur Maximilien abdiquerait, ainsi que l'empereur Napoléon l'avait en quelque sorte conseillé à l'impératrice Charlotte, ou bien qu'il se déciderait à continuer la lutte pour la conservation de sa couronne, après le départ de l'armée française qui était de toute façon irrévocable.

Dans le premier cas, celui de l'abdication, le Maréchal